

MISSION LOCALE MAISONS-ALFORT

Association régie par la loi du 1er juillet 1901
153, avenue du Général Leclerc - 94700 Maisons - Alfort

MISSION LOCALE MAISONS - ALFORT

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 Décembre 2024

A l'assemblée générale de l'association Mission Locale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Mission Locale relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne les fonds dédiés.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur les éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport moral du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

MISSION LOCALE MAISONS-ALFORT

Association régie par la loi du 1er juillet 1901

153, avenue du Général Leclerc - 94700 Maisons - Alfort

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bois-Colombes, le 16 juin 2025

Le Commissaire aux comptes
Alexia PECCI LEGRIS SASU

Représentée par
Alexia PECCI



COMPTES ANNUELS

ASSOCIATION BILAN ACTIF

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ACTIF	Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024			01/01/2023 au 31/12/2023
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	2 904	2 904		
Autres				
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techn., matériel et outil. ind.	1 772	1 772		
Autres	131 075	53 052	78 023	26 864
Immobilitisations corporelles en cours	2 400		2 400	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilitisations financières				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés	153		153	
Prêts				
Autres				
TOTAL (I)	138 303	57 728	80 576	26 864
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.				
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	99 851		99 851	86 820
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	586 993		586 993	636 290
Charges constatées d'avance	5 738		5 738	2 495
TOTAL (II)	692 583		692 583	725 605
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	830 887	57 728	773 159	752 469

ASSOCIATION BILAN PASSIF

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

PASSIF	Du 01/01/2024 au 31/12/2024	Du 01/01/2023 au 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité		
Autres		
Report à nouveau	525 602	439 681
Excédent ou déficit de l'exercice	23 533	85 921
<i>Situation nette (sous total)</i>	549 136	525 602
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	549 136	525 602
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	55 545	64 078
TOTAL (II)	55 545	64 078
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (III)		
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	70	73
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 098	24 342
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	127 302	138 342
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	9	32
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
TOTAL (IV)	168 479	162 788
Ecarts de conversion passif		
(V)		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	773 159	752 469

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service		
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 056 765	1 052 365
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
Utilisations des fonds dédiés	64 078	64 351
Autres produits	1 772	1 001
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	1 122 615	1 117 717
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	145 684	113 776
Aides financières	13 424	
Impôts, taxes et versements assimilés	69 541	65 269
Salaires et traitements	570 502	557 284
Charges sociales	226 302	219 049
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	16 829	11 589
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	55 545	64 078
Autres charges	892	601
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	1 098 718	1 031 647
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	23 897	86 071
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)		
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)		

ASSOC. RÉSULTAT (LISTE)

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

	Du 01/01/24 au 31/12/24	Du 01/01/23 au 31/12/23
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	23 897	86 071
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		623
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)		623
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		772
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	364	
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)	364	772
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-364	-149
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	1 122 615	1 118 340
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	1 099 082	1 032 419
EXCÉDENT OU DÉFICIT	23 533	85 921
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		35 000
Prestations en nature	44 998	
Bénévolat	1 297	1 149
TOTAL	46 295	36 149
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature	44 998	35 000
Personnel bénévole	1 297	1 149
TOTAL	46 295	36 149
TOTAL	23 533	85 921

ANNEXE

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total est de 773 158,75 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 23 533,17 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ces comptes annuels ont été établis le 24/04/2025.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Au cours de l'exercice 2024, la Mission Locale a déménagé. Son nouveau siège social est désormais au 153 avenue du Général Leclerc à Maisons Alfort.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les informations complémentaires sur le bilan, le compte de résultat, ainsi que ceux relatifs aux engagements de l'association et aux informations diverses sont présentées dans les notes ci-jointes.

Conformément aux nouvelles dispositions réglementaires de l'ANC N° 2018-06 du 5 décembre 2018, il convient de décrire :

L'objet social de l'entité :

Conformément à différents textes régissant et définissant l'activité des Missions Locales :

- Loi n°89-905 du 19 décembre 1989 et les articles L5314-1 à 4 du code du travail
- Charte des Missions Locales adoptée le 12 décembre 1990 et les protocoles 2000, 2005 et 2010
- Convention collective des Missions Locales et PAIO du 21 février 2001

La Mission Locale Intercommunale de Maisons-Alfort, Charenton-le-Pont, Saint-Maur des Fossés, Saint-Maurice a pour objet tel que défini dans ses statuts :

- D'aider les jeunes de 16 à 25 ans à résoudre l'ensemble des problèmes que pose leur insertion sociale et professionnelle en assurant des fonctions d'accueil, d'information, d'orientation et d'accompagnement ;
- De favoriser la concertation entre les différents partenaires en vue de compléter ou de renforcer les actions conduites par ceux-ci, notamment pour les jeunes rencontrant des difficultés particulières, et contribuer à l'élaboration et la mise en oeuvre, dans leur zone de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion sociale et professionnelle des jeunes en matière de formation, d'emploi, de logement et de santé ;
- D'agir en concertation avec les établissements scolaires notamment sur les publics sortant du système scolaire sans qualification ;
- De mettre en place des actions qui favorisent l'insertion par l'économie des jeunes en liaison avec les structures compétentes ;
- D'agir auprès des organismes de formation et des entreprises pour établir un processus d'accompagnement et de qualification des jeunes ayant pour but l'emploi.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Pour ce faire, l'association assure les missions :

- Repérer, accueillir, informer et orienter les jeunes de 16 à 25 ans sortis du système scolaire afin de les aider à élaborer un projet d'insertion et de qualification personnalisé.
- Susciter, d'animer et de coordonner des actions favorisant l'adéquation entre les aspirations professionnelles des jeunes, leur formation et le marché du travail.
- Mettre en relation les jeunes avec les partenaires du monde économique, de l'emploi et de la formation professionnelle.
- Rechercher auprès des entreprises et des différents acteurs de l'emploi les possibilités d'accueil des jeunes.
- Établir des liens avec les partenaires intervenant dans les dispositifs d'insertion.
- Développer une ingénierie de projet et animer le partenariat local
- Observer le territoire et développer une expertise
- Garantir un accès aux droits pour chaque jeune
- D'évaluer des processus d'insertion professionnelle et sociale.

Le territoire d'intervention de l'association se place sur les communes de Maisons-Alfort Saint-Maur, Charenton, Saint-Maurice

Les moyens mis en oeuvre :

La Mission Locale fait partie du service public de l'emploi.

Elles s'appuient sur des dispositifs mis en place par l'Etat et les collectivités territoriales.

La Mission Locale a développé un accompagnement global en direction des jeunes. Elles traitent l'ensemble des difficultés d'insertion : emploi, formation, orientation, mobilité, logement, santé, accès à la culture et aux loisirs.

Cette approche globale est le moyen le plus efficace pour lever les obstacles à l'insertion dans l'emploi et dans la vie active.

Pour remplir leur fonction d'accompagnement des jeunes pour une insertion durable, la mission locale développe des partenariats et les contractualisent avec les services et les institutions en charge des questions relatives à l'orientation, à la formation, à l'emploi, à la santé, au logement, à la mobilité, à la citoyenneté.

Des services proposés aux jeunes dans trois domaines : professionnel, social et citoyen

- Accompagnement à la définition du projet professionnel, accès à une formation professionnelle, recherche d'emploi et intégration dans l'entreprise.
- Information sur la santé et l'accès aux soins, recherche d'un hébergement et accès à un logement autonome.
- Accès aux droits, participation citoyenne.

L'accompagnement personnalisé en entretien individuel ou en actions collectives sont les principaux modes d'intervention.

Continuité d'exploitation :

La continuité de l'exploitation de l'association dépend principalement des subventions accordées par l'ensemble de ses financeurs et en particulier le territoire Paris Est Marne et Bois, l'Etat ainsi que la Région.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Modification de présentation ou d'évaluation

En application des nouvelles normes comptables et des textes législatifs pouvant avoir une incidence sur l'évaluation des comptes de clôture, nous vous précisons qu'aucun retraitement de nature à modifier l'actif net et le résultat de l'exercice n'a été effectué, et pouvant concerner notamment :

1° La durée d'amortissement

Pas de modification des durées d'amortissement en application de la tolérance de maintenir la durée d'usage.

2° Les dépenses d'entretien à immobiliser :

Aucune dépense n'a été identifiée pouvant constituer un composant à immobiliser

ANNEXE DES COMPTES ANNUELS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),
- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- | | |
|---|------------|
| - Agencement et aménagement des constructions | 3 à 10 ans |
| - Installations techniques | 3 à 5 ans |
| - Matériel du bureau | 5 à 10 ans |

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations		
					suite à réévaluation	acquisitions	
INCORP.	Frais d'établissement et de développement			TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles			TOTAL	2 904		
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. générales, agencs & aménagts construct.					
	Installations techniques, matériel & outillage industriels			1 772			
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencs & aménagts divers		6 990		11 179	
		Matériel de transport					
		Matériel de bureau & mobilier informatique		99 871		70 597	
Emballages récupérables & divers							
Immobilisations corporelles en cours					2 400		
Avances et acomptes							
TOTAL				108 633		84 177	
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières						
TOTAL							
TOTAL GENERAL				111 537		84 177	
CADRE B		IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
				par virt poste	par cessions		
INCORP.	Frais d'établissement & dévelop.		TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles		TOTAL			2 904	
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions	Sur sol propre					
		Sur sol d'autrui					
		Inst. gal. agen. amé. cons					
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				1 772		
	Autres immos corporelles	Inst. gal. agen. amé. divers			6 990	11 179	
		Matériel de transport					
		Mat. bureau, inform., mobilier			50 573	119 896	
Emb. récupérables & divers							
Immobilisations corporelles en cours					2 400		
Avances et acomptes							
TOTAL				57 563		135 247	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts & autres immob. financières						
TOTAL							
TOTAL GENERAL				57 563		138 151	

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		2 904			2 904
TOTAL		2 904			2 904
Terrains					
Constructions	Sur sol propre				
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels		1 772			1 772
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	6 990	717	6 990	717
	Matériel de transport				
	Mat. bureau et informatiq., mob.	73 008	16 476	37 149	52 335
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		81 770	17 193	44 139	54 824
TOTAL GENERAL		84 673	17 193	44 139	57 728

CADRE B		VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES		
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.	Sur sol propre						
	Sur sol autrui						
	Inst. agenc. et amén.						
Inst. techn. mat. et outillage							
A. immo. corp.	Inst. gales, ag. am div						
	Matériel transport						
	Mat. bureau mobilier inf.						
	Emballages réc. divers						
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C		Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler						
Primes de remboursement des obligations						

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières			
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés	3 137	3 137	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	212	212	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	45 105	45 105	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	49 393	49 393	
	Charges constatées d'avance	5 738	5 738	
TOTAUX		103 586	103 586	
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	5 738
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	5 738

PRODUITS À RECEVOIR

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	94 183
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	
Disponibilités	
TOTAL	94 183

TABLEAU VARIATION DES FONDS PROPRES

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Report à nouveau	439 680,96	85 921,48			525 602,44
Excédent ou déficit de l'exercice	85 921,48		26 610,17	85 921,48	26 610,17
TOTAUX	525 602,44	85 921,48	26 610,17	85 921,48	552 212,61

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

L'Etat fixe aux missions locales des objectifs quantitatifs d'entrées dans le dispositif Contrat Engagement Jeune (CEJ) dont dépend le versement de l'intégralité de la subvention, pour les jeunes restant dans ce dispositif sur une période d'au moins un mois. L'accompagnement des jeunes dans ce dispositif peut durer de 6 à 12 mois, cette durée initiale étant fixée par la Mission Locale et peut être renouvelée en fonction de la situation des jeunes dans la limite d'une durée totale de 18 mois. La Mission Locale a fait le choix de durées initiales de 6 mois.

La publication d'une note de la DGEFP en date du 15 mars 2019 indiquant la globalisation des crédits pour l'année 2019 en regroupant les conventions CPO et Contrat Engagement Jeune (CEJ) ainsi que l'avis rendu par la commission des études comptables de la CNCC sur les modalités de comptabilisation de la garantie jeune en juillet 2017, ont conduit la Mission Locale à appliquer la même méthode de comptabilisation du Contrat Engagement Jeune sur l'exercice 2024 en constatant dans les fonds dédiés l'engagement pris par la mission locale envers l'accompagnement des jeunes en fonction du nombre de mois restant à effectuer conformément aux recommandations préconisées. Sur l'exercice 2024, l'avenant de la convention pluriannuelle d'objectifs ventile la subvention de l'Etat de la façon suivante :

- la part au titre de l'activité hors Contrat Engagement Jeune et hors obligation de formation à hauteur de 20.353 euros
- la part au titre de l'obligation de formation à hauteur de 237.000 euros
- la part au titre du Contrat Engagement Jeune pour 135 jeunes à 1.755,55€ en moyenne (dont 57 à 1.900 euros et 78 à 1.650 euros), à hauteur de 237.000 euros

Soit un total de subvention de l'Etat pour 515.870 euros.

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		À la clôture de l'exercice		
			Montant global	Dont remboursements	Transferts	Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Contrat Engagement Jeune (CEJ)	64 078,00		64 078,00		55 545,00	55 545,00	
TOTAL	64 078,00		64 078,00		55 545,00	55 545,00	

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ENGAGEMENTS À RÉALISER SUR RESSOURCES AFFECTÉES

La Mission Locale a réalisé 135 entrées en Contrat Engagement Jeune finangables.

Les fonds dédiés représentent le coût des 66 jeunes entrés dans le dispositif en 2024, pour lesquels l'accompagnement se poursuit en 2025, calculé en fonction du nombre de mois d'accompagnement restant à effectuer sur 2025, soit la somme de 55.544,51 euros. Pour mémo, les fonds dédiés 2023 concernaient 64 jeunes.

	Engagements	Exercice N	Exercice N-1
Sur apports			
Sur subventions de fonctionnement		55 544,51	64 078,18
Sur dons manuels			
Sur legs et donations			
	TOTAL	55 544,51	64 078,18

COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

B - Contributions volontaires en nature	Exercice N		Exercice N-1	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
Produits par origine				
Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature				
Dons en nature				
Contributions volontaires non liées à la générosité du public	46 295,24		36 149,11	
Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	46 295,24		36 149,11	
Charges par destination				
Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France				
Réalisées à l'étranger				
Contributions volontaires à la recherche de fonds				
Contributions volontaires au fonctionnement				
Prestations en nature	44 998,00		35 000,00	
Personnel bénévole	1 297,24		1 149,11	
TOTAL	46 295,24		36 149,11	

ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine	70	70		
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)				
Fournisseurs & comptes rattachés	41 098	41 098		
Personnel & comptes rattachés	39 258	39 258		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	75 438	75 438		
Etat & Impôts sur les bénéfices				
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	12 606	12 606		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	9	9		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAUX	168 479	168 479		

- Kenvois
- (1)

Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exer.
- (2)

Montant divers emprunts, dett/associés

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	70
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 928
Dettes fiscales et sociales	72 473
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	9
TOTAL DES CHARGES À PAYER	97 479

LES EFFECTIFS

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

LES EFFECTIFS

Rémunération des plus hauts cadres : 175.396€

	31/12/2024	31/12/2023
Personnel salarié :	12,00	12,00
Ingénieurs et cadres	2,00	3,00
Agents de maîtrise	1,00	
Employés et techniciens	9,00	9,00
Ouvriers		
Personnel mis à disposition :		
Ingénieurs et cadres		
Agents de maîtrise		
Employés et techniciens		
Ouvriers		

COMMENTAIRE

013 - MISSION LOCALE

Du 01/01/2024 au 31/12/2024

Subventions

Les subventions d'exploitation pour un total de 1.056.765€ se décomposent de la manière suivante :

- Subvention Etat : 515.870 €
- Subvention Territoires : 338.000 €
- Subvention Région : 41.000 €
- Subvention Département : 24.008 €
- Subvention Commune : 10.000 €
- Subvention projets spécifiques : 52.296 €, dont Apprentissage pour 19.974 €, Accompagnement social au logement pour 27.000 €, CPAM Nutrition pour 1.662 € et Parrainage pour 3.660 €
- Subvention Pôle Emploi : 75.591 €

Contributions volontaires

MISE A DISPOSITION DES LOCAUX (jusqu'au 30 avril 2024)

- Location annuelle des locaux : 10.000€ (275m²)
- Dépenses au titre des fluides (eau, électricité, chauffage) : 1.665 €
- Dépenses entretien renforcé des locaux : 0€

MISE A DISPOSITION DES LOCAUX (à compter du 1er mai 2024)

- Location annuelle des locaux : 33.333€ (523m²) (prorata de 50.000€ sur 8 mois)

Les dépenses de fluides et entretien locaux ont été évaluées sur la base de factures.

L'évaluation des locaux repose sur un prix du m² pratiqué par ESH de Maisons Alfort pour la location de locaux commerciaux, qui a été retenu par le directeur des services techniques de Maisons Alfort.

Engagements donnés

Engagements en matière de départ à la retraite : 69.692 euros

Aucune provision pour indemnité de départ en retraite n'a été constatée. La convention collective applicable à l'association prévoit des indemnités de fin de carrière correspondant à deux mois de salaires entre 5 à 10 ans d'ancienneté, 3 mois de 10 à 20 ans et 4 mois au-delà de 20 ans d'ancienneté ; l'association n'a signé aucun accord particulier ; l'engagement est calculé pour les salariés âgés de plus de 50 ans avec application de la table actuarielle.

Heures de parrainage

Il a été comptabilisé en charges des contributions volontaires la valorisation des heures de parrainage estimées à hauteur de 72 heures au SMIC horaire, soit 11,88€ pour un total de 855,36€.

Taux de charges sociales patronales : 42% * 855,36 = 359,25€

Taux de charges fiscales : 9,66% * 855,36 = 82,63€

Soit un total de 1.297,24 euros.

Honoraires commissaire aux comptes

Le montant des honoraires du Commissaire aux comptes au titre de l'année 2024 s'élève à 8.772 €.